

*Questions orales*

le racisme dans son propre ministère est de placer quelques-uns de nos nombreux savants du groupe des minorités visibles à des postes cadres?

**L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur), ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes):** Madame la Présidente, comme mon honorable collègue le sait très bien, il y a eu de grands pas qui ont été faits dans tous les ministères relativement à la question qu'elle soulève, incluant le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Cependant, je suis prêt à admettre avec mon honorable collègue qu'il y a place à amélioration.

\* \* \*

[Traduction]

**L'AGRICULTURE**

**M. John Harvard (Winnipeg St. James):** Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture, dont la déclaration d'hier a suscité le désappointement et la confusion chez un grand nombre d'agriculteurs.

Ces derniers devront attendre encore plus longtemps avant d'obtenir de l'aide. Le ministre a déclaré qu'environ la moitié du montant nécessaire proviendrait des sommes qui ont été affectées à la guerre du Golfe mais non dépensées.

Pourquoi n'a-t-on pu trouver cet argent plus tôt? La guerre du Golfe a pris fin il y a neuf mois. Les fonds sont restés inutilisés. Pendant que le gouvernement tergiversait, les agriculteurs souffraient. Le ministre doit fournir une explication aux agriculteurs canadiens.

**L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture):** Madame la Présidente, la mémoire du député lui joue des tours ou alors il est mêlé dans ses dates, parce qu'il sait très bien que les opérations dans le Golfe se sont poursuivies durant une longue période et continuent même maintenant, pour les militaires canadiens en poste dans cette région.

Je me permets de poser au député la question qu'ont posée hier des journalistes à son collègue du Parti libéral, à savoir: êtes-vous prêt à dire que le gouvernement aurait dû augmenter les impôts afin de trouver les sommes supplémentaires dont ont besoin les agriculteurs aujourd'hui?

Nous nous sommes efforcés d'agir de façon responsable et de fournir la moitié, soit environ 55 p. 100, de l'aide

maintenant, et d'accorder le reste avant les semences de l'an prochain.

• (1150)

Je tiens à dire au député que personne ne m'a proposé d'augmenter les impôts pour trouver les fonds nécessaires.

**M. John Harvard (Winnipeg St. James):** Madame la Présidente, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre.

Le gouvernement prend bien son temps pour ce qui est d'aider les agriculteurs, mais peut-être y aurait-il une autre façon de procéder. Le prix du blé sur les marchés mondiaux semble augmenter. Cette semaine, le prix du blé a grimpé à 3,67 \$ américains le boisseau à la Bourse de Chicago, c'est-à-dire à plus de 4,00 \$ canadiens le boisseau. Ce prix est plus que le double du prix initial offert par le gouvernement.

Le ministre peut-il nous dire s'il envisage d'augmenter le prix initial payé pour le blé?

**L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture):** Le député devrait se montrer très prudent lorsqu'il cite des prix de la Bourse de Chicago et qu'il établit une comparaison avec les prix payés à la Commission canadienne du blé.

Le député pourrait aussi regarder la situation sur d'autres marchés, notamment celui de Rotterdam. Il ne fait aucun doute que le prix des céréales s'est raffermi. Ce changement découle entre autres de la déclaration du premier ministre portant qu'un crédit de 500 millions de dollars avait été accordé à l'Union soviétique pour lui permettre d'acheter environ 4 millions de tonnes qui seront livrées avant la fin du mois de février, ce qui aidera évidemment la situation financière des agriculteurs.

Nous savons tous que la Commission canadienne du blé conseille le gouvernement quant au prix initial qui devrait être fixé. Dans le passé, nous avons parfois effectué des rajustements et nous le ferons très rapidement dans ce cas-ci si la Commission nous le recommande.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que lorsque, à la recommandation de la Commission du blé, le gouvernement a fixé des prix initiaux qui étaient plus élevés que les prix sur le marché, il a soutenu ces prix. Cette situation a entraîné un déficit à l'égard du blé pour la Commission canadienne du blé, laquelle bénéficie de l'appui du gouvernement.

Ainsi, on a fourni un soutien supplémentaire non pas en contribuant au revenu mais en ce qui a trait à la guerre commerciale internationale qui a eu lieu.